

et à la CSCE. En réponse, plusieurs pays membres de l'OTAN, dont la Norvège, l'Islande, le Danemark, le Canada, les Pays-Bas et la Turquie, ont soit appuyé explicitement des formes modérées de MPACS navales, soit manifesté lors des conseils de l'OTAN l'intérêt qu'ils leur portent. En fait, selon un rapport de mai 1990 de l'Assemblée de l'Atlantique Nord (groupe parlementaire particulièrement actif sur cette question), parmi les membres de l'OTAN, «seuls les États-Unis, la France, le Portugal et l'Espagne peut-être s'opposent toujours à des MPACS navales». Cependant, la marine américaine reste farouchement opposée à presque toute forme de limitation des armements navals, y compris à des MPACS, sauf s'il s'agit d'accords bilatéraux du type de ceux visant à éviter les incidents en mer et à des visites mutuelles de personnel de marine.

L'opposition des marines occidentales aux MPACS en particulier tient à de multiples raisons. Par principe, leur mobilité et leur latitude étant extrêmement précieuses, toute restriction à leurs mouvements ou à leurs manoeuvres fait figure d'abomination pour ceux qui les commandent. Les traditionnelles «libertés de la haute mer», souvent invoquées, imprègnent toute la philosophie de cette arme. Bien que certains types de MPACS modestes puissent paraître assez anodines en elles-mêmes, ces marines redoutent, en cédant ne fût-ce que d'un pouce, de se laisser entraîner sur la «pente glissante» des mesures de limitation des armements navals plus draconiennes.

Les «puristes» s'insurgent aussi à l'idée que des concepts élaborés pour les forces terrestres du théâtre européen soient transférés sans hésiter au milieu radicalement différent de la mer. Ainsi, il est impensable de procéder à l'échange d'observateurs sur des bâtiments de guerre car, en raison de l'espace limité d'un navire, on courrait quasi automatiquement le risque de révéler des informations sensibles. La surveillance étroite de manoeuvres en mer est chose courante, dit-on, il n'y a donc pas *besoin* de législation à cet égard, comme à terre. La notification préalable des mouvements de navires priverait les marines d'une de leurs principales fonctions en cas de crise; à savoir : signaler des intentions. (Évidemment, cela dépend entièrement du point de vue de chacun; ce que les puissances maritimes peuvent considérer comme simplement «signaler», dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, peut être perçu par la cible du signal comme une pure manoeuvre d'intimidation.) Enfin, il paraît que le risque d'incidents dangereux dû à des activités en mer est grandement exagéré. En conséquence, on rejette les MPACS navales parce qu'elles porteraient atteinte aux libertés traditionnelles en haute mer et qu'elles risquent d'altérer la fonction entière des marines, et parce qu'elles sont inutiles ou inefficaces dans la mesure où elles ne réussiraient pas à prévenir un conflit en cas de quiproquo ou de mauvaise interprétation.

Toutefois, malgré ces opinions très répandues, un nombre croissant d'analystes, parmi lesquels beaucoup d'officiers de marine supérieurs en activité ou à la retraite, déclarent

que certains types de MPACS navales ne nuiraient pas aux intérêts de la sécurité occidentale et pourraient les servir. Ainsi, par le passé, les grandes manoeuvres non annoncées de la marine soviétique auraient considérablement inquiété les cercles navals occidentaux. On estime en général que c'est l'Occident qui gagnerait le plus à tout accroissement de la transparence en matière militaire, étant donné la manie du secret de l'URSS. Les États occidentaux plus petits, proches géographiquement des rivages soviétiques voient des avantages manifestes à des mesures qui réduiraient le risque d'intimidation par les forces navales de l'URSS.

Plus important peut-être, certains types de MPACS navales promettent à la fois d'apaiser les craintes d'attaque surprise, en empêchant ou en limitant de part et d'autre les mesures jugées provocantes, et de renforcer la confiance et la compréhension mutuelles en «insistant sur le côté rituel des manoeuvres normales de temps de paix et en minimisant l'aspect compétitif», pour reprendre les mots du ministre de la Défense norvégien Johan Holst. Comme le dit M. Richard Hill, amiral britannique à la retraite, on ne peut démentir le fait que «les activités militaires en mer risquent d'alarmer», et pas seulement les petits États. C'est tout particulièrement vrai en cas de mouvements ou d'exercices soudains ou non annoncés. En outre, *en raison* justement de la nature internationale de la mer, des forces des deux blocs se retrouvent souvent face à face, ce qui accroît le risque d'incidents qui, sans être facteurs d'escalade, peuvent aigrir des relations politiques entre États.

Même si l'on accordait à certains analystes que des MPACS navales sur le modèle de Stockholm sont en grande partie de façade et sans importance militaire, il n'en existe pas moins des arguments *politiques* incontournables pour convaincre l'Occident de chercher à en négocier. Citons l'apaisement des tensions interalliées causées par l'intransigence incessante des États-Unis devant le soutien général apporté à la limitation des armements navals, notamment dans les pays nordiques. Par rapport aux Soviétiques, ces mesures pourraient renforcer la position des partisans de la limitation des armements en montrant au moins quelque souplesse sur une question qui passe auprès des faucons soviétiques pour une sorte de mise à l'épreuve de la sincérité occidentale. Enfin, les MPACS navales pourraient, à l'instar des MPACS terrestres, amener de part et d'autre les officiers à s'habituer peu à peu à une transparence accrue et à la réglementation de leurs activités, ce qui permettra sans doute un jour d'instaurer le même genre de régime complet de limitation des armements en mer que celui qui s'élabore enfin en ce moment pour les armements terrestres.

Il est probable qu'en 1992, à la réunion de suivi de la CSCE d'Helsinki, on tentera à nouveau d'élargir le mandat de futures MPACS en Europe de manière à inclure les activités navales «indépendantes». La rapide détérioration de l'économie en URSS et la confusion qui règne dans